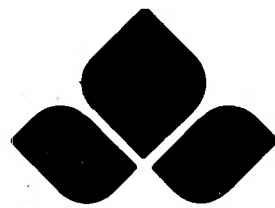


royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN



refuser la logique des partis



DU 3 AU 15 MARS 1983 - 13ème année - N° 377 - 6 F

M 2242 - 377 - 6 F

ouvrir le dossier de l'immigration

On parle beaucoup des immigrés depuis quelque temps en France. Les refoulements vers la frontière d'étrangers en situation irrégulière ont suscité de nombreux reportages télévisés. Une controverse a récemment éclaté au sujet de certains ouvriers étrangers grévistes que l'on accusait d'être manipulés par des meneurs musulmans. «Royaliste» en a parlé dans son dernier numéro (1). La section de Limoges nous fait parvenir une brève étude qui complète ce que nous avons déjà dit.

L'Europe a longtemps été un continent d'émigration. La France n'a pas été totalement absente de ce mouvement, pour diverses raisons : religieuses (révocation de l'Edit de Nantes), politiques (troubles de la Révolution), tentatives de peuplement des colonies d'Amérique et d'Afrique. Vers le milieu du XIX^{ème} siècle, le sens des courants migratoires s'est inversé. D'après «Démographie, Immigration, Naturalisation» d'A. Lebon, en 1921, pour 1000 habitants présents sur le territoire, on dénombrait 954 Français, 6,5 naturalisés, et 39,5 étrangers; en 1975, pour 1000 habitants, on comptait 908 Français, 26,5 naturalisés, et 65,5 étrangers. Ces derniers ont d'ailleurs fortement contribué à la démographie française : par leur simple présence, et par leur participation au solde du mouvement naturel; entre 1946 et 1975, 1,6 millions nouveaux-nés avaient au moins un parent étranger. D'autre part, la venue des travailleurs a entraîné celle des autres membres de la famille quand le séjour se prolongeait.

INSERTION DIFFICILE

Comme l'écrit C. Valabregue dans «L'homme déraciné» : «lors de leur arrivée en France, les migrants rencontrent de multiples problèmes, qu'il s'agisse de trouver un logement, de trouver un travail, de remplir les formalités administratives qui leur sont im-

posées». Si les étrangers sont parfois pris en charge par des associations ou par des compatriotes, ils sont aussi souvent exploités.

Parmi les nombreux problèmes : le problème linguistique. Une formation linguistique est absolument nécessaire. En 1975, on estimait à 1 million le nombre d'analphabètes parmi les travailleurs étrangers en France. Mais on a trop souvent tendance à confondre les termes d'immigrés et d'analphabètes ! En effet, les migrants, de plus en plus, ont été scolarisés dans leur propre pays. Là encore, des associations jouent un rôle capital. Quant à la population étrangère féminine et non salariée, elle pose des problèmes spécifiques. Voilà ce que dit le Rapport sur les femmes immigrées (G. Tillon 1975) : «La plupart d'entre elles n'ont pas d'activités professionnelles et ne trouvent donc pas dans le travail, l'occasion de contacts, mêmes limités, avec la population française». S'en suivent des impressions de frustration et des dépressions. Des associations existent cependant pour donner des cours d'économie familiale, d'initiation au français, d'information sexuelle.

Mais il ne faut pas oublier que les étrangers sont toujours en butte au racisme latent dans la population, et exprimé par quelques groupuscules extrémistes.

NAR-Limoges

(1) «Royaliste» 376

un problème particulier : une maternelle de limoges

La ZAC de Beaubreuil est située à 3 ou 4 kilomètres de Limoges. De nombreux immigrés,

d'origines très différentes, essaient d'y vivre. Pour vous donner une idée des diverses origines, voici

un relevé des nationalités des élèves d'une des maternelles de la ZAC : 7 Marocains, 7 Algériens, 6 Malgaches, 10 Vietnamiens, 8 Laotiens et 6 Cambodgiens, 2 Zaïrois, 1 Afghan, 1 Turc et 2 Portugais. Dans cette école, il y a 50 immigrés sur 149 enfants, soit le tiers. Les parents occupent quant à eux diverses fonctions. 42 mères ne travaillent pas, les autres sont ouvrières en confection ou femmes de ménage. L'un des pères est au chômage, trois en stage FPA, les autres sont ouvriers - maçons, manœuvres, bûcherons, manutentionnaires ...

Les instituteurs rencontrent de nombreuses difficultés. La première étant parfois l'ignorance de la langue de l'enfant, ce qui est fort compréhensible vu le nombre des nationalités présentes. Sur 20 enfants en difficulté, il y a d'ailleurs 16 enfants d'immigrés, ce qui est significatif. Les enfants peuvent souffrir de problèmes psychologiques, dus au voyage d'immigration, à la promiscuité d'autres races... Parfois, des enfants se bloquent et refusent de parler. Des problèmes peuvent survenir à cause de la civilisation même, des habitudes de vie des enfants immigrés. Ainsi telle pe-

tite fille musulmane qui se referma sur elle-même lorsqu'un petit garçon vit le jour dans le foyer. Elle avait déjà conscience de son peu d'importance aux yeux du père, comparée à son frère. Pour les mêmes raisons, il est difficile pour les instituteurs de rencontrer les mères de religion musulmane, le mari ne le souhaitant pas; mais mon propos n'est pas juger de les us et coutumes des immigrés.

Tout n'est cependant pas négatif. Il existe par exemple des groupes musicaux d'immigrés dans cette ZAC, et des cours de français sont donnés à ceux qui le désirent. On peut toutefois se demander si tous les efforts possibles sont faits. Des associations œuvrent en tout cas pour une nouvelle intégration plus facile des immigrés dans une société qui leur est parfois hostile, et la section de la N.A.R. de Limoges, en souhaitant participer à la journée du MRAP pour l'amitié entre les peuples et contre le racisme, a montré que les royalistes étaient à même de mener un combat pour la dignité humaine et pour une meilleure compréhension des immigrés.

Laurent BOURDELAS

drop out

En 1971, sous l'impulsion du Haut Comité de la langue française, étaient créées les commissions ministérielles de terminologie.

Résultat de leurs travaux : une première liste de quatre-vingt-dix-neuf néologismes, présentés le 15 février dernier par M. Fillioud, ministre de la Communication, et destinés, en principe, à «refranciser» le vocabulaire de l'audio-visuel qui en a bien besoin. (1)

Facilité, snobisme, influence d'un monde journalistique fasciné par la «modernité» américaine ?

Autant de causes qui, très bientôt, risquent de mettre en danger notre langue, support essentiel de notre identité nationale (2). Il faut espérer que la volonté politique de certains de nos gouvernants sera assez forte pour provoquer une prise de conscience beaucoup plus importante.

Mais un texte administratif suffira-t-il à remplacer dans le langage parlé «Citizen Band» par «Canal Banalisé» ? Les pesanteurs et les habitudes prises semblent

bien lourdes. Elles font apparaître toute la gravité de la situation; au dix-neuvième siècle, le peuple français assimila «packet-boat» sans difficulté et en fit «paquebot».

En serions-nous capables aujourd'hui ?

Anne SUROI

(1) «Langue française», recueil des arrêtés pris en ce domaine, présente une liste très complète des termes anglais actuellement employés dans les différentes disciplines scientifiques, dans le tourisme, l'audio-visuel, l'industrie, etc. et leurs équivalents français.

En vente à la Direction des Journaux Officiels, 26, rue Desaix 75015. (2) Cf le dossier paru dans le dernier «Royaliste-Université» : «L'avenir du français dans le domaine scientifique».

Quant à la volonté de nos gouvernants, comment en pas relever que M. Cheysson discute en anglais avec les dirigeants soviétiques, alors qu'il leur demande d'organiser la promotion du français dans leur pays ?..

quand un "scénariste" devient stratège

Dans le débat sur les «euromissiles», Giscard veut remplacer «l'option zéro» du président Reagan, par un «objectif zéro» (1) bien dans la ligne nullarde de l'ancien président de la République.

Dès le départ, la perspective dans laquelle se place Giscard est contestable, dans la mesure où elle fait une part trop belle à l'idéologie européiste. De grâce préservons le débat sur la défense nationale de toute idéologie !

Le texte de l'ancien président de la République est d'ailleurs révélateur de l'impuissance européenne et de l'attitude ambivalente des Européens à l'égard des Américains. Il fait bien ressortir que ce sont les Européens qui ont supplié les Américains d'installer des nouvelles armes pour répondre à la formidable menace que faisaient peser sur les pays dénucléarisés les SS 20 soviétiques, et il montre encore que ce sont les Européens, y compris Giscard, qui ont poussé - au sommet de la Guadeloupe* - les Américains à proposer la fameuse «option zéro». Or les Américains n'avaient jamais été très enthousiastes pour augmenter leur chances d'être impliqués dans un conflit nucléaire en Europe. Bien au contraire ils préféreraient en revenir à une «banalisation» des territoires européens. C'est la doctrine Rogers que nous avons récemment évoquée dans ces colonnes, cette doctrine ouvre la porte à un lâchage, comparable au lâchage du Vietnam pour être clair. Dès lors la phrase ultra-ambigüe de Giscard sur la position actuellement très ferme des Américains : «Une position conçue pour la négociation a-t-elle le même sens à la veille de sa mise en œuvre ?» est un véritable pousse-au-crime. L'option zéro, c'est l'acceptation du risque de guerre en Europe.

Mais là où Giscard est vraiment inconscient, c'est quand il aborde la situation particulière de la France : «... à intervenir directement dans le débat, à «solidariser» ainsi ses forces nucléaires avec celles de l'OTAN, la France prenait un grand risque : celui de voir l'URSS prendre en compte les

forces françaises dans le total des moyens occidentaux...» Mais, Monsieur le donneur de leçons, c'est vous-même qui, en 1976, et cela se retrouve dans le texte de la loi de programmation militaire de cette année-là, avez parlé de «dissuasion élargie» et avez proposé que la France couvre l'Europe y compris dans ses approches septentrionales et méridionales (de la Norvège à la Turquie !).

UNE ANALYSE JUSTE

Reste l'analyse du «couplage». Giscard explique clairement que dans la situation actuelle «l'utilisation par l'Union soviétique de ses SS 20 n'entraînerait pas automatiquement une réplique américaine, puisque le feu nucléaire serait concentré sur l'Europe de l'Ouest et qu'aucun dispositif américain approprié n'y serait disponible pour riposter directement.»

«De même, nous dit-il, l'option zéro où il n'existerait de lanceurs à moyenne portée ni d'un côté ni de l'autre est une situation de faible couplage, puisqu'elle laisse ouverte la possibilité d'une attaque et d'une riposte conduites en Europe avec les seuls moyens classiques...» Mais cela, c'est ce que veulent les Américains, encore une fois : la doctrine Rogers.

Avec une parfaite lucidité Giscard expose que «la capacité de riposte par des lanceurs américains situés en Europe à l'emploi des SS 20 constitue un élément de couplage extrêmement fort, puisque la frappe de ces lanceurs sur le territoire de l'Union soviétique rendrait inévitable la riposte stratégique soviétique, seule capable d'atteindre à son tour le sol américain. Il n'y aurait donc plus de menace isolée possible pour l'Europe venant des SS 20, mais une quasi certitude du passage au niveau stratégique, c'est-à-dire de la mise en jeu des moyens de

Après avoir fait rire la classe politique avec ses «scénarios» dans «L'Express», Giscard sera-t-il plus crédible en parlant de stratégie militaire dans «Le Monde» ?

destruction réciproque des super-puissances.» Parfaite explication du rôle de la dissuasion américaine protégeant les pays dénucléarisés comme la R.F.A, les Pays-Bas, la Belgique, etc. !

Le réengagement à la fois humain et nucléaire des Américains en Europe est le seul moyen possible actuellement pour renforcer cette dissuasion : il s'agit d'obliger les Soviétiques à prendre le risque de faire couler le sang américain s'ils s'attaquaient à l'Europe.

DES PROPOSITIONS IDIOTES

Mais il ne suffit pas de voir clair pour agir juste. Et on ne comprend pas pourquoi, après avoir si brillamment exposé l'intérêt d'un «fort couplage» («On ne pourrait plus jouer avec l'Europe, sans jouer avec sa propre vie») Giscard se croit obligé de proposer, par souci d'unité européenne, un «objectif zéro» qui serait «le démantèlement final des lanceurs

à moyenne portée des deux alliances, à l'est et à l'ouest de l'Europe», avec des objectifs intermédiaires et des «propositions concernant la reprise des négociations sur la sécurité et le désarmement en Europe, comportant notamment les systèmes de contrôle effectif du mouvement des forces depuis l'Atlantique à l'Oural, en particulier pour le déploiement des lanceurs mobiles». Cette dernière proposition montre, plus que tout, que Giscard n'est pas au fait de l'évolution des armements, car un tel contrôle apparaît assez largement utopique aux spécialistes, compte tenu de la taille réduite de ces armes, du fait qu'elles sont mobiles bien entendu, mais surtout constituées de plusieurs éléments assemblables au dernier moment, etc.

Giscard tu rêves. Heureusement tu n'es plus aux affaires.

Frédéric AIMARD

(1) «Le Monde» du 19 février 1983.



les retombées de poitiers

La décision de fixer à Poitiers les opérations de dédouanement pour les magnétoscopes importés a été, soit ouvertement critiquée, soit tournée en dérision par une bonne partie de la presse française. Mesure dérisoire, ou protection salubre ? La réponse est aujourd'hui fort claire.

Un certain nombre «d'économistes» que ne choquent ni les «normes techniques» allemandes, ni le protectionnisme... à condition qu'il soit américain ou japonais, ont en effet crié haro sur le baudet lorsque cette décision fut arrêtée. L'accord intervenu, le 12 février, entre la Commission européenne et le Japon, éclaire désormais, quoiqu'il advienne, les événements d'un jour nouveau.

Certes, le gouvernement français a fait savoir, à juste titre, que la Commission n'avait pas le pouvoir d'engager notre pays; cette position de principe devait être rejetée. Certes, la France n'a pas lieu d'être totalement satisfaite de cet accord. En effet, les Japonais ne s'engagent à limiter leurs exportations que sur la base de 4,55 millions de magnétoscopes; l'Europe demandait 3,5 millions. De plus, une certaine incertitude subsiste quant aux unités montées dans les limites de la Communauté et quant à la répartition des exportations nipponnes par pays. Enfin, ces dernières années, les promesses japonaises ont été peu appliquées. Le conseil des ministres des Dix qui s'est tenu le 21 février, et dont les décisions ne sont pas connues au moment où ces lignes sont écrites, apportera peut-être quelques éclaircissements.

Il reste que dans cette affaire, notre pays a pu faire observer, non sans quelque ironie, que, sans Poitiers, la Commission ne serait pas parvenue à ce résultat; le coup d'arrêt français a servi de monnaie d'échange. Par ailleurs, Tokyo est, pour la première fois, contraint de limiter officiellement ses exportations dans ce secteur et dans celui des tubes de télévisions couleur. En outre, il a dû également donner des assu-

rances de modération dans d'autres domaines importants pour les Européens (machines à commande numérique, appareils de haute fidélité, motos...) On ne soulignera jamais assez combien la décision japonaise est politique : le gouvernement nippon a dû faire pression sur ses industriels. Cette intrusion du politique dans l'économie est salubre et fait littière des habituelles thèses libérales en matière de commerce extérieur. Une voie à suivre...

Ces événements faciliteront peut-être le rapprochement de Thomson et de Philips et la prise de contrôle de Grundig par le groupe français. Toutefois, il y a lieu de remarquer que la dite prise de contrôle a soulevé, outre-Rhin, un tollé dans certains milieux d'affaires. Osons dire que l'Allemagne est un pays où l'on est très favorable à l'Europe... mais à sens unique. Néanmoins, J.-P. Chevènement déclarait récemment : «Une telle coopération pourrait déboucher sur le développement en commun de tubes TV de deuxième génération et de composants spécifiques. Elle pourrait aboutir également au remplacement partiel des approvisionnements de Thomson en magnétoscopes auprès des constructeurs japonais par des produits de technologie Philips». Pour une fois, la CEE pourrait peut-être servir à quelque chose...

Ces grandes manœuvres illustrent parfaitement les thèses que nous ne cessons de développer dans ces colonnes. Désormais, la nécessité pour certains secteurs, d'un protectionnisme temporaire et limité ne saurait être remise en cause par quiconque est soucieux des intérêts de notre pays.

Alain SOLARI

pour en savoir plus

Si vous voulez en savoir plus sur les royalistes. Faites-nous parvenir votre carte de visite. Nous vous adresserons une documentation gratuite et sans engagement de votre part.

«Royaliste» 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris

la tentation

Nous avons demandé à notre ami Bertrand Fessard de Foucault une analyse de la situation de la République Fédérale Allemande - pays qu'il connaît bien pour y avoir été en poste plusieurs années - à la veille des élections générales du 6 mars prochain.

Vingtième anniversaire du traité de l'Elysée, élections générales anticipées, débat sur les «euro-missiles», l'inconscient français de génération en génération est sollicité, chaque fois sous-informé et le poids des clichés de nos aînés, malheureux ou simplistes, obère le regard des nouveaux venus à la politique ou à la décision.

Car c'est un fait que l'intimité économique, technique, commerciale n'a pas entraîné une compréhension mutuelle et une réelle pénétration de l'âme de l'autre peuple. Français et Allemands, les deux peuples les plus différents et les plus voisins par obligation historique et géographique, continuent de s'ignorer alors même qu'ils sont interdépendants comme jamais deux nations demeurant souveraines l'ont été par le passé...

La campagne électorale qui s'achève en même temps que celle de nos municipales semble le triomphe du bipartisme outre-Rhin. Elle réimposerait chez nous le modèle britannique d'une alternance entre l'opposition et une majorité, chacune de ces deux tendances par forcément homogène mais rassemblée dans la conquête du pouvoir et constituant un temps l'ordre et le mouvement, l'austérité et la générosité : la C.D.U. contre le S.P.D.. Les petits partis, c'est-à-dire les «verts» ou les libéraux ont peu de chances de passer la «barre des 5%» afin d'entrer au Bundestag. On plaidera alors avec envie pour cette efficacité du système électoral qui force à voter utile et la classe politique elle-même y perdrait sa mise puisque le F.D.P. n'a jamais pu conquérir en tant que tel une circonscription et n'eut grands partenaires ou par le système d'Etat accordant à la proportionnelle quelques sièges nationaux.

TENTATION DE L'APOLITISME

C'est pourtant une apparence simpliste. L'Allemagne de moins de trente-cinq ans conteste avec passion ce système installé; ici la montée des «écologistes», le mou-

vement «Alternative» à Berlin-Ouest, les tentatives périodiques d'un quatrième parti qui prendrait ses voix dans le S.P.D. repoussé au centre de la gestion, ou dans la C.D.U. pactisant avec le diable des priorités sociales ne sont pas seulement des protestations d'un électorat potentiel ne trouvant pas sa représentation. C'est très profondément le rejet du simplisme de l'après-guerre quand l'alternative allemande se vit interdire tous les champs de la politique étrangère, toutes les explorations d'une politique économique plus dirigiste. La vérité allemande est aujourd'hui dans la tentation futuriste d'un apolitisme rejetant les organisations actuelles de l'économie, de la société, de la diplomatie et imaginant une nation apatride cultivant ses valeurs locales, prêchant, d'expérience ou de conscience inculquée, le pacifisme.

Cet idéalisme peut sembler le rappel de la fin des années vingt, wagnérienne et champêtre. Il est plus authentiquement une soudaine et contagieuse priorité de l'amélioration de la vie et de l'intelligence quotidienne. Il est peu organisé mais très structuré dialectiquement. Il n'a pas encore ses répondants et ses suites dans la couche d'âge au pouvoir. Il pèse pourtant dans le crible que fait un peuple de ses engagements envers l'histoire et envers son voisinage.

RUPTURE DU CONSENSUS ATLANTISTE

Le débat sur les «euromissiles» fut d'abord marqué par le consensus de la classe politique contre un certain sentiment populaire. Le discours du chancelier Schmidt sur la «double résolution» c'est-à-dire sur le lien à établir dans l'Alliance atlantique entre le réarmement ou le surarmement nucléaire en Europe occidentale et une négociation sincère et serrée avec l'Union Soviétique pour le désarmement, fut accepté au Bundestag comme la solution la plus allemande, et au Conseil atlantique comme la plus équilibrée. Partout, et d'abord en Allemagne, pesa - de 1979 à 1982 -

allemande



le sentiment qu'il fallait convaincre les peuples de la légitimité de l'effort atlantique; la France faisait naturellement exception dont le peuple se vit dispenser de tout complexe de nation occupée par l'Amérique depuis que le général de Gaulle, contre la gauche et la droite réunies dans leur désapprobation, renvoya la logistique américaine s'établir sous d'autres cieux. La campagne en cours rompt ce consensus puisque le candidat Vogel est en train de retrouver les accents radicaux de Schumacher, conditionnant - en opposant d'Adenauer - toute coopération d'une partie de l'Allemagne avec les occupants occidentaux à l'exploration indépendante et résolue des conditions de la réunification. Sans doute le vieil homme que s'était donné l'Allemagne rhénane et bavaroise eut l'habileté suprême et le réel patriotisme de lier constamment le retour à la souveraineté d'une Allemagne très amputée de ses marches orientales avec l'égalité des droits. Mais l'état du monde et ce que l'histoire finira par constater d'obscurantisme soviétique - contrairement à des thèses de droite peureuse ou xénophiles qui voit systématiquement dans le

P.C. français et dans l'Union soviétique de chaque époque le parangon du machiavélisme et du noyautage - ont toujours empêché le grand jeu d'une émancipation européenne, soit à l'initiative française sous de Gaulle, soit à l'initiative allemande (plus ambiguë) en 1955 ou depuis la marche à l'Est des Brandt, Wehner, Bahr, Schmidt et maintenant Vogel. Singulièrement l'Allemagne qui a retrouvé une ambition mondiale par la contagion autoritaire d'un modèle économique libre-échangiste et monétariste qui rencontre les intérêts américains pour la plupart des enjeux et des négociations actuelles, n'a pas réussi l'intégration continentale de son éventuelle échappatoire neutraliste. Il est vrai que le virage atlantiste qui en France ferait compenser un glissement à gauche de l'échiquier politique n'aide pas outre-Rhin à définir une proposition adressée à l'Union soviétique d'une émancipation globale et équilibrée des deux moitiés du Vieux Monde vis-à-vis de chacun des deux protecteurs campés là sur les ruines du IIIème Reich. L'absence française empêche certainement l'Allemagne acéphale, tant qu'elle est divisée, de trou-

ver des solutions à sa question nationale dans un cadre acceptable par l'ensemble des peuples européens.

L'EMPECHEMENT FRANÇAIS

Paradoxalement la question des «euromissiles» aurait du provoquer chez nous une analyse indépendantiste des conditions de la sécurité, de l'identité européennes et par conséquence de la réunification du vieux continent.

Ce fut sans doute la IVème République qui illustra le mieux, au temps de la précédente «guerre froide», cet empêchement français devant la tombée du rideau de fer et l'engrenage d'une psychose de défense occidentale. Le statut allemand de l'époque interdisait outre-Rhin toute autre politique que l'inertie ou le ralliement.

Aujourd'hui, si la France ne fait pas mouvement dans l'imagination de l'indépendance collective, c'est l'Allemagne qui pourrait peser et pour elle seule, ce qui n'irait loin pour personne mais crisperait à coup sûr tous les dialogues. Sur aucune des deux rives du Rhin, on ne l'a encore perçu.

Comme il est aisé de prêcher la fidélité atlantique, de conseiller le stationnement des «euromissiles» qui ne nous concerne qu'indirectement et d'éventuellement s'armer du reproche envers une Allemagne qui aurait sa tentation neutraliste aussi fort qu'elle est conviée vers l'Ouest !..

Le même retour aux schémas du passé enrobe le débat économique. La crise gouvernementale de quelque dix-huit mois qui fit la chute du chancelier Schmidt était fondée sur une priorité sociale que refuse l'établissement industriel : l'endettement de l'Etat, l'apparition du chômage appelant d'autres déficits furent jugés dangereux pour la convertibilité d'une monnaie permettant jusque-là de régler à présentation les factures énergétiques, d'autant plus précisément que les tentations futuristes ou neutralistes interdisent depuis quatre ans l'alternative nucléaire. Pourtant le budget présenté par le nouveau chancelier Kohl ressemble à celui de son prédécesseur. La querelle est donc théorique, la synergie reste la même d'une classe économique ne croyant guère à l'Etat et ne considérant ce dernier que comme l'appar-

enance qu'il faut préserver vis-à-vis des autres classes ou vis-à-vis des partenaires étrangers. Outre-Rhin point besoin d'une campagne publique pour faire «acheter allemand» ou pour imposer une certaine trêve dans la revendication salariale : la vitalité des communautés locales, ecclésiastiques, culturelles, familiales est telle que le patriotisme depuis un millénaire sait se passer de l'Etat centralisé et ordonner des comportements collectifs sans injonction repérable. En ce sens, la réforme hitlérienne - après le pullulement partisan et syndical provoqué par la centralisation et le nationalisme bismarkien reste d'actualité : le consensus social a fait la reconstruction et garantit la compétitivité.

QUELLE ENTENTE FRANCO-ALLEMANDE ?

Qu'elle est alors mineure, roulés les drapeaux après leurs frissons officiels, l'entente franco-allemande ! Aucun projet industriel ou militaire nouveau depuis des années, l'absence presque totale aux devantures des librairies de livres traduits de l'expression de l'autre ou d'analyses du fonds commun, le dos-à-dos des deux presses, des deux cultures, des carrières universitaires hormis quelques publications ou quelques officines pompant directement le courant commercial intense ! C'est bien parce que le traité de l'Elysée n'a été prolongé d'aucune imagination commune que l'Allemagne demeure une question quarante ans après que l'histoire a tranché. Les élections de mars qui devraient être une relance de la coopération entre les deux grands peuples de l'Europe continentale risquent de tourner à un immobilisme explosif aux plans intérieur et extérieur outre-Rhin ou à des explications en solitaire qu'on aura souhaitées outre-Rhin, craintes de ce côté-ci et qui se heurteront aux impasses habituelles de toute tentative allemande isolée. Ce qui n'est pas meilleur tandis que l'Union soviétique vieillira encore plus dans ses craintes et ses obsessions, que les Etats-Unis rajeuniront une nouvelle fois dans leur modèle impérial et que les voisins de l'Allemagne oscilleront entre un pacifisme sans but et une docilité atlantique sans espérance.

Bertrand
FESSARD de FOUCAULT

les royalistes

En Province, les articles qu'on lira ci-dessous montrent qu'une action positive est envisageable, qu'une participation à des conseils municipaux est possible, sans que nos candidats aient à «mettre leur drapeau dans leur poche», sans qu'ils aliènent la moindre parcelle de leur indépendance. La présence de Régine Judicis au Conseil municipal d'Epinal (Union de la Gauche) ne l'a pas empêchée de se présenter par deux fois à Nancy, sous l'étiquette royaliste, lors des législatives de 1978. De même, la campagne électorale de Nicolas Lucas en 1978 à Angers ne l'empêche pas de figurer aujourd'hui en bonne place, sur la liste conduite par le maire d'Angers.

A Paris, nous avons présenté en 1977, dix listes d'Action royaliste. La conjoncture nouvelle créée par les élections présidentielles nous permet cette année une alliance depuis longtemps souhaitée, avec les formations, qui, tout en soutenant le projet présidentiel, ne se reconnaissent pas dans les partis de gauche. Avec le Mouvement des Démocrates de Michel Jobert, avec des représentants du gaullisme de gauche, du radicalisme, du syndicalisme réformiste et de l'écologie, les royalistes font campagne contre les féodalités politiciennes et pour le développement d'une démocratie vivante à Paris. En participant à cette alliance, la NAR montre une fois encore qu'elle se situe nettement en dehors des partis de droite et de gauche, et qu'elle rend plus concrète sa volonté de voir s'instaurer une nouvelle citoyenneté.

J.B.

angers : nouvelle citoyenneté

Candidat royaliste aux législatives de 1978, Nicolas Lucas se représente cette année devant l'électorat angevin, sur la liste de la majorité présidentielle conduite par Jean Monnier.

A Angers, la NAR est une donnée de la vie politique locale, avec laquelle il faut compter. Partis, syndicats, associations connaissent et apprécient plutôt favorablement le mouvement dont la notoriété commence à gagner le grand public. La bonne position de Nicolas Lucas sur la liste municipale prouve s'il le fallait cette reconnaissance : notre ami est chargé de la délégation pour l'enfance, importante responsabilité puisqu'elle concerne la garde périscolaire et ses infrastructures, haltes-garderies, crèches, maternelles. L'obtention d'une telle fonction n'est pas le résultat d'un heureux hasard, mais l'aboutissement d'un patient travail, sur lequel il faut nous attarder.

L'éternel militant, avec sa colle, ses tracts et sa part de sectarisme, est passé d'époque. Le

militantisme classique est devenu inopérant, tout juste capable de maintenir quelques groupuscules dans un semblant d'existence. Les royalistes angevins ignorent le royalisme de salon ou de chapelle; leur militance s'enracine dans les luttes quotidiennes, loin de toute «conceptualisation», giscardienne ou pas. Les faiseurs d'organigrammes fumeux, obnubilés par la courbe des adhésions, font ici sourire; l'action politique est vécue au plus près des difficultés et des espoirs de la cité. Participer à un mouvement syndical, soutenir une manifestation culturelle, proposer avant que l'Etat, le département, des techniciens ne disposent. En un mot pratiquer sur le terrain cette nouvelle citoyenneté dont nous nous réclamons.

Les affiches des royalistes angevins proclament bien haut cette

Depuis 1974, l'attitude constante de la Nouvelle Action Royaliste a été de présenter, à visage découvert, des candidats aux élections municipales, législatives et présidentielles, non seulement pour «paraître», mais surtout pour témoigner et pour agir. Cela sans s'attacher aux résultats quantitatifs, nécessairement modestes en raison des conditions générales du jeu politique.

préoccupation : «repenser la ville pour libérer la vie». Car ne nous gargarisons pas d'illusions : le citoyen se fiche de la monarchie comme du socialisme, mais il aime bien les royalistes à l'écoute de ses problèmes, qui animent son quartier, se risquent dans les responsabilités en se mettant au service de tous. Il finit même, au bout du compte, par trouver intéressant leur projet politique qu'il considère alors différemment. La monarchie devient une perspective pertinente, elle advient de surcroît, sans s'imposer par une quelconque propagande. Voilà pourquoi Nicolas Lucas

fait essentiellement campagne sur le thème de la nouvelle citoyenneté, indifférent à la politisation outrancière de la droite locale. Militant CFDT, ce candidat royaliste n'agit pas en terre inconnue; il assume depuis de nombreuses années la présidence d'associations à caractère social. Les réactions de la rue montrent bien le capital de sympathie qu'accumule la N.A.R.-Angers.

Un exemple à méditer, pour les royalistes et tous ceux animés par un réel souci politique.

Emmanuel MOUSSET

ÉLECTIONS AU CONSEIL DE PARIS

Parisiens, Parisiennes,

Vous vivez, vous travaillez dans une ville que vous aimez. Pourtant Paris ne vous appartient pas :

— Paris est devenu la propriété des politiciens.

Ils ont fait de la capitale un enjeu politique. Ils ont fait de la Mairie le tremplin de leurs ambitions personnelles. Ils ont transformé les élections municipales en une simple affaire de rivalité entre partis.

— Paris est devenu la propriété des démagogues.

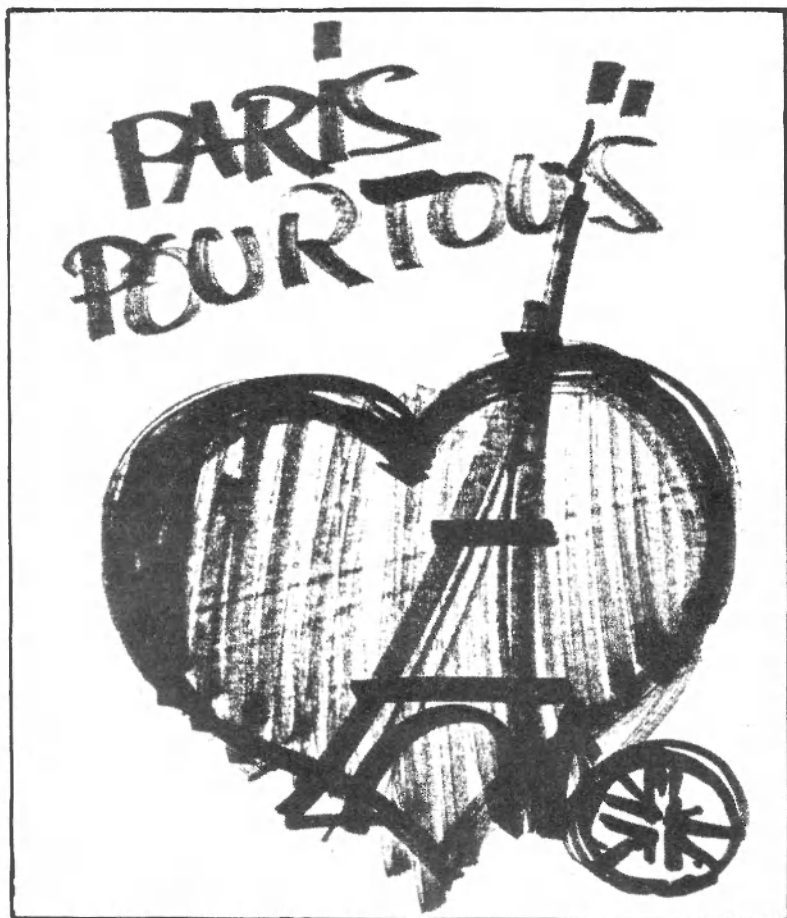
Ils disent n'importe quoi, pour obtenir vos voix. Ils font des promesses, mais ils ne les tiendront pas. Ils dépensent, pour leur propagande, des millions dont personne ne connaît l'origine et qui auraient pu être employés à l'amélioration de vos conditions de vie.

— Paris est devenu la propriété des bureaucrates.

Tandis que les politiciens serrent des mains en pensant à leur carrière personnelle, les bureaux pléthoriques administrent notre ville sans jamais consulter ses habitants, prennent des décisions sans que les citoyens soient en mesure d'y prendre part.

C'est pourquoi des femmes et des hommes de tendances poli-

en campagne



au service de la collectivité

Longtemps exclus, trop souvent discrédités par les fautes de leurs aînés, les royalistes ont fait depuis dix ans leur rentrée dans le débat politique. Mieux encore : ils commencent à participer à la gestion municipale, selon les critères qui leur sont propres.

Par sa réflexion intellectuelle, par ses choix politiques, la Nouvelle Action Royaliste est bien entendue à l'origine de cette reconnaissance, encore trop limitée, encore trop prudente, du fait royaliste.

Tout a commencé en 1977, par le test d'Epinal, où Régine Judicis, déléguée régionale de la NAR, a été élue en toute connaissance de cause avec la liste d'union de la gauche. L'expérience a été très positive pour la NAR, qui s'est fait connaître concrètement, et non plus par son seul discours, mais

exemple, dans des villes de plus ou moins grande importance ou dans des villages. Ainsi Nicolas Lucas à Angers, Jean-Michel Bertrand à Osny dans le Val-d'Oise (il anime une liste avec le Mouvement des Démocrates), Olivier Prades à Mazamet, Roger Vollmer à Port-Leucate, qui figurent soit sur des listes de majorité présidentielle, soit sur des listes d'intérêt local. Dans d'autres cas, à Rouen et à Nantes notamment, l'accord avec d'autres formations n'a pas été possible. Il n'en demeure pas moins que, à l'occasion des élections municipales, les royalistes font une entrée (encore trop discrète mais significative) dans la vie municipale. Cela, il convient de le souligner, dans une totale indépendance : la direction de la NAR n'a passé aucun accord national avec les grands partis politiques et une pleine initiative a été laissée à

tiques diverses, mais animés par le même souci d'une démocratie vivante et quotidienne, ont décidé de s'unir

POUR QUE PARIS APPARTIENNE DÉSORMAIS AUX PARISIENS.

Nous ne sommes pas les complices d'une droite arrogante et revancharde qui cherche à déstabiliser les institutions et à créer, à Paris et dans toute la France, les conditions d'un affrontement permanent.

Nous n'appartenons pas à l'Union de la Gauche dominée par le Parti socialiste qui est enfermé, à Paris, dans son sectarisme et ses illusions de puissance.

Nous appartenons à des traditions et à des mouvements différents (démocrates, écologistes, gaullistes, radicaux, royalistes, syndicalistes) qui soutiennent le projet présidentiel et qui veulent recréer, à Paris et avec tous les Parisiens, les conditions de la liberté, de la justice sociale et de la solidarité, en dehors des rivalités spectaculaires et coûteuses entre les partis.

Parisiens, Parisiennes,

PARIS VOUS APPARTIENT

Pour la gestion, pour l'animation, pour le développement de votre ville N'AYEZ CONFIANCE QU'EN VOUS-MEMES. Les candidats de PARIS POUR TOUS n'ont qu'une seule ambition : VOUS SERVIR - une seule promesse : VOUS DONNER ENFIN LE POUVOIR.



aussi pour l'équipe municipale qui a porté à nouveau sur sa liste notre représentante. Cependant, celle-ci, qui quitte prochainement Epinal, a choisi de figurer en fin de liste pour indiquer qu'elle ne souhaitait pas se faire réélire tout en affirmant sa solidarité avec Pierre Blanck et son équipe. C'est cette solidarité qu'elle a affirmée lors du meeting de présentation de la liste et dans les réunions qu'elle fait chaque soir.

D'autres ont suivi ce premier

nos représentants (qui ont jugé bon de ne pas participer à des listes de droite en raison de l'attitude revancharde des partis qui les animent).

Par ces candidatures, beaucoup plus nombreuses qu'en 1977 encore que trop dispersées, la preuve est faite que les royalistes sont des citoyens qui savent se mettre au service de leur collectivité.

Sylvie FERNOY

l'épreuve du souvenir

Klaus Barbie est un salaud, c'est évident. Que le gouvernement français soit parvenu à le faire expulser est une bonne chose. Que ce tortionnaire paie ses innombrables crimes et ce sera justice. Cela dit, tout est-il bien clair ?

Dans un premier temps, tout le monde l'a cru. L'internement de Barbie dans une prison française redonnait bonne conscience au gouvernement et à l'ensemble des Français : l'un parce qu'il avait obtenu l'expulsion du policier nazi, les autres parce que le retour de Barbie les plaçaient dans la situation de victimes collectives. Puis des ambiguïtés sont apparues : le

ment douteux. L'arrestation - nécessaire - de Barbie, sa condamnation - hautement souhaitable - ne règlera rien. Les années de l'Occupation resteront des années noires, formant une tache indélébile dans l'histoire de la France. Car la France n'a pas résisté, mais seulement quelques-uns parmi tous les Français. Le beau mythe d'une France résistante à l'Aile-



le souvenir de Jean Moulin

gouvernement n'avait-il pas trop tendance à utiliser cette opération nécessaire et réussie contre l'opposition ? Il est vrai que ses chefs, quand ils étaient au pouvoir, n'avaient pas toujours eu une attitude très nette face à l'occupation... D'autre part, ne peut-on craindre que Barbie, n'ayant plus rien à perdre, ne dise quelques cruelles vérités sur la collaboration de certains Français avec la Gestapo ?

Dès lors tout devient terrible-

magne par les armes ou du moins en esprit pouvait avoir une certaine crédibilité quand de Gaulle était vivant. Il suffisait de se tourner vers lui, ou de le sentir simplement présent, pour oublier que la France, entre 1940 et 1944, fut le pays de l'attentisme, de l'égoïsme, voire de la complaisance et de la lâcheté. De Gaulle a sauvé la France de plusieurs façons, et d'abord en l'empêchant de regarder vers son abîme...

**aidez la NAR
en apportant votre
adhésion.**



Mais de Gaulle n'est plus, et Barbie est revenu, qui nous force à revivre de terribles souvenirs. Nous voulions, nous voulons toujours, que justice soit faite. Mais nous sommes conduits à nous juger nous-mêmes. Car nous le savons désormais : la barbarie allemande n'a pas soulevé contre elle un peuple unanime; elle l'a compromis, corrompu, elle en a fait le complice silencieux de ses crimes. La condamnation de Barbie sanctionnera l'assassinat et la torture de milliers de victimes réelles. Elle ne changera pas l'histoire, ni l'écrasante responsabilité des hommes qui, en cette période, furent au pouvoir : car la France est le seul pays d'Europe à avoir collaboré avec l'ennemi, le seul à avoir, par sa législation antisémite notamment, devancé les désirs de l'occupant.

Le mythe du Maréchal a tenté de recouvrir cette cruelle réalité. Mais rien ne peut l'effacer : ni la grandeur passée du vieux soldat, ni son côté paternel, ni les bonnes intentions de ceux qui le servaient ou le suivaient. Il y a eu la soumission à l'occupant, il y a eu la Milice, il y a eu l'affaire de la Section spéciale (1), il y a eu la chasse aux Résistants désignés

(et dénoncés par la presse de Vichy) comme des «terroristes», des «voyous», des «communistes». Et les photos que l'on brandit de Pétain acclamé par d'immenses foules ne sont pas une excuse, bien au contraire : elles signifient la complicité de la majorité des Français et de leur gouvernement dans l'acceptation du pire.

Nous croyions avoir oublié, et voici que nous sommes devant l'épreuve du souvenir. Nous ne nous en tirerons pas en disant que c'est l'affaire d'une génération, que sa culpabilité ne concerne pas ceux qui étaient trop jeunes ou pas encore nés pendant l'Occupation. On a fusillé les traîtres, emprisonné les complices, fustigé de mille manières les collaborateurs et les vichyssois. On a jugé et condamné les auteurs d'Oradour comme on jugera et condamnera Klaus Barbie. Mais rien ne nous permettra d'éviter une angoissante question : que valons-nous, de quoi sommes-nous capables dans le malheur ? Saurions-nous encore résister, ou choisirions-nous une fois encore le chemin de la soumission qui est celui des peuples vieillissants et fatigués ?

B.R.

LETTRES

confession d'un enfant du siècle

Avec «Henri ou l'éducation nationale», Jean Dutourd nous livre le premier portrait-charge de la France de l'après 68.

Henri Chedeville est un jeune homme révolté. Il aurait voulu naître héros de Stendhal et rejoindre, à travers les Alpes, Bonaparte en Italie. Hélas pour lui le destin en a décidé autrement : il doit se résigner à patauger dans notre fin de siècle et il n'aime pas, mais alors pas du tout. Il faut dire qu'Henri fait et pense le contraire de tout le monde. Réac jusqu'au bout des ongles alors que le marxisme de café du commerce triomphe, pudique comme une vraie jeune fille en pleine libération des mœurs, il est le héraut d'une contestation à rebours qui n'épargne comme l'autre (la vraie ?) ni la famille ni l'Education nationale. Comme au jeu de massacre défilent tour à tour les parents, bourgeois du XVI^{ème} libérés, les éducateurs démagogues et nuls et la petite sœur qui ne

voudrait pour rien au monde rater son avortement à Amsterdam. Mais que peut Henri contre un monde qui tend à ressembler à un courrier des lecteurs du «Nouvel Obs» ? Rien sinon témoigner par écrit de la pérennité de la jeunesse contre tout ce qui ment et ce qui meurt. En cela il rejoint son cher Henri Beyle.

Ecrit avec la rage au cœur, ce livre n'agacera que ceux qui n'ont pas voulu connaître les adolescents des années 70. Il comblera les autres par la justesse du ton et de l'ambiance et parce qu'il fit sourire de plaisir à chaque page où l'on découvre, malgré le pessimisme, de pur style de Dutourd, qu'Henri n'était pas seul dans sa révolte.

O.M.

Jean Dutourd -Henri ou l'éducation nationale- Flammarion. Prix franco : 73 F.

«La solitude de S. qui malgré l'hostilité sourde qui l'entoure, est quand même très célèbre dans un certain milieu, a en effet quelque chose de stupéfiant... En réalité S. est trop explosif, trop salubre pour les salons en demi-teintes de l'intelligentsia au pouvoir; trop bien élevé pour les puissants ghettos gauchistes ou pervers trop violemment évolutif pour les résidus conservateurs; trop bourré de vraie culture pour les assemblées progressistes; trop inventif pour le lobby professoral; trop hétérosexuel, etc.» Trop et trop quoi encore ? Oui, Sollers est trop tout ce qu'on voudra. Insupportable, pornocrate, antiféministe, détracteur du prochain, mégalo. J'accorde tout, sauf l'essentiel. Il dit vrai, il parle vrai, juste - c'est son ambition d'écrivain. Question de style ? Sans doute. On n'est jamais certain que ce dernier roman aille au delà de l'esthétique pour crever le plafond de l'éthique. Mais cela supposerait que le libertin ait cessé son jeu, ait renoncé à sa fonction d'amateur dans la comédie du monde.

Le précepte de Joseph de Maistre, l'auteur de «Femmes» l'a suivi à la lettre : «Ce qu'on croit vrai, il faut le dire, et le dire hardiment; je voudrais, m'en coûtât-il grand chose, découvrir une vérité faite pour choquer tout le genre humain : je la lui dirais à brûle-pourpoint.» Dans l'aveu de choquer se marque la limite du dire vrai. Satisfaction d'esthète ? Mais l'esthète a ses disciplines souvent implacables. Le libertin également - c'est le même homme. A qui a été donné de tout explorer et de tout goûter à satiété, est donnée aussi l'extrême lucidité (la précision, l'objectivité de regard) que l'on dirait froide si ne s'y mêlait parfois l'extrême pitié. Mais ce serait passer à l'éthique, alors que celle-ci ne fait même pas moyen terme avec la religion, puisqu'il s'agit déjà de religion. N'anticipons pas...

«Femmes», voyage d'abord parmi elles bien sûr; journal de bord de Sollers dédoublé grâce au subterfuge d'un journaliste américain qui est lui sans être tout à fait lui et parfois pour être lui mieux que jamais. Voyage surtout au bout de notre bel aujourd'hui, impitoyable, sans concession, profond, grave au point d'être métaphysique. Ce qui vous explique entre parenthèses la consternante bévée (volontaire, involontaire ?) d'une bonne partie de la critique sur ce livre. D'ailleurs l'auteur avait pris soin de le prévoir explicitement.

Mais tout de même ! Ne pas voir la vertu première de «Femmes», ce regard implacable, infailible, définitif sur nos misères, l'extraordinaire futilité ou inadéquation de nos idéologies d'ailleurs attestée par la vie même de nos grands idéologues. Ce n'est pas le long et répétitif récit érotique qui pouvait donner le change, encore que, je l'admets, la question du libertinage ne soit pas du tout réglée à la fin du livre. Mais le propre du libertinage c'est son caractère indéfini, la presque impossibilité d'échapper à la quête jamais arrêtée, jamais conclue. La preuve en est donnée par les derniers carnets publiés de Gabriel Matzneff: «L'Archange aux pieds fourchus» reprend le récit toujours même de la séduction. Récit d'autant plus identique qu'il se chante la nouveauté et le charme imprévisible des conquêtes. Mais ni Sollers ni Matzneff ne sont dupes. Ils ne veulent pas tout renoncer. Ils savent où est la guérison du désir (par son aboli-

le crédo d'un libertin

vent où est la guérison du désir (par son abolition). Sans «Isaïe réjouis-toi» l'itinéraire matzneffien est incompréhensible, c'est-à-dire sans l'échec du mariage.

Quant au héros de Sollers, il a son port d'attache, sa solidité dans Deborah à laquelle il a la chance de toujours pouvoir revenir, et Stephen le terme de leur amour. Il n'est pas du tout indifférent non plus que les deux écrivains aient un rapport constant au christianisme, orthodoxe chez l'un, catholique chez l'autre. Ce point commun explique beaucoup de leur détachement relatif (intellectuel au moins) face au train du monde. On pourrait peut-être tenter d'estimer leur lucidité à chacun par l'amplitude de leur conscience chrétienne.

Pour Sollers, le rapport à l'Écriture, à la Bible est tout à fait remarquable et permanent. Au dogme aussi. Il permet la mise en perspective de cette sexualité «régulée à distance par les femmes» et dont le système «représente l'horlogerie de la mort». Pages étonnantes sur le féminisme et l'homosexualité qui participe de la même mécanique. Pure merveille de l'intelligence : la nouvelle Bovary, avec l'épisode lesbien. «Mais ce n'est pas ça... Par vraiment non plus...» La mécanique, le cercle vicieux. Comment Sollers s'en sort; par le catholicisme; par la Genèse et l'Immaculée Conception. Il faudrait citer et commenter à pleines pages. Mais c'est là tout l'intérêt de «Femmes». J'attends la politique, sérieuse, dure, implacable, dialectique en diable de quelques-unes des grandes dames mises en scène d'après, paraît-il, des modèles authentiques. J'attends et j'ai peur que ce soit en vain. Jusqu'ici, ou bien c'était, à côté ou bien on pleurnichait. Telle cette réplique homo qui revenait à crier : «le méchant Sollers m'a fait mal».

570 pages ce sacré roman ! Je renonce évidemment à dire tout ce que j'ai envie d'en dire. Plus passionnant qu'un roman, puisqu'il est fleuve de la vie, torrent de mémoire et de culture vraie, de jugement surtout. Pas d'erreur dans les limites de l'infailibilité et de la faillibilité humaines bien sûr. Un seul exemple pour moi est décisif. Dans l'affaire du quietisme, Sollers est du côté de Bossuet contre Fénelon et la dame Guyon. Point de repère imparable dans un temps où tout le monde est évidemment fénelonien.

Sur la Révolution française, Maistre est cité à pleine page, préféré à Rousseau dont le vicair savoyard triomphe dans la religiosité de la nature, qui suppose une déchristianisation forcée. Religion contre religion. Le romancier a choisi la sienne.

Est-il sincère ? C'est la question que l'on me pose partout : «Tu crois au christianisme de Sollers ? Il est sans doute aussi sincère inconditionnel du pape qu'il était inconditionnel de Mao !» Je n'en sais rien, ne le connaissant presque pas. Je me contente de lire et de comprendre.

Cela commence bien par un jeu, un paradoxe brillant, une façon d'épater. «A la limite, un livre érotique serait maintenant une apologie du détachement... Tu prends le monde moderne «libéré», argent, sexe, violence, publicité, politique cynique, spiritualisme, occultisme, pornographisme, et tu introduis un personnage qui démontre, en s'en mêlant, la religion vide, conne, qu'il y a derrière ça.» Et en contraste l'excitation viendrait de la pudeur, «la brusque ou progressive perception du bien au milieu des orgies les plus noires... Tu vois ça ? Le monde devenu sadique renversé par un geste sadien de négation lumineuse ! Le sexe traversé ! Transvasé ! Transparentisé ! Clé de l'Abîme ! Fin du Film.» Plus encore que le bien, Dieu, la foi découverts au fond du vice.

Peut-on jouer de cette façon ? Ou faut-il prendre les libertins au sérieux ? Pascal les prenait bien, lui, en s'inscrivant d'ailleurs dans le lot, avec son pari. Sollers a-t-il parié ? C'est son affaire après tout. Au non de quoi l'obligerions-nous à venir témoigner la corde au cou et le cierge à la main ? Mais il faut lire, vraiment lire, se laisser aller à ses mélodies, qui tournent parfois à la symphonie. Le baptême du fils, la parole de l'apôtre «Vous avez reçu un esprit de fils adoptifs qui vous fait crier : Abba Père !», la visite aux églises, la prière du soir de l'enfant malgré la mère Deborah dont ce n'est pas tellement les idées.

Il est un autre passage. La mort de Werth, c'est-à-dire de Roland Barthes. J'hésite à citer. On me taxerait de volonté apologétique forcée. Et pourtant ! La prière, la «magnificence solennelle de la messe des morts» qu'il chante à mi-voix comme «seul acte mélodiquement accordé au grand bruit vaseux de la mort.»

A un moment l'auteur déclare qu'il n'a pas à se convertir, puisqu'il est déjà catholique. Encore une fois peu importe. L'intérêt de ce livre c'est qu'il parle juste, toujours, qu'il s'accorde à la seule culture, c'est à dire à la seule mémoire qui tienne le coup. Livre peu moral. L'éthique est mal vue par Sollers. Mais il se pourrait que l'éthique véritable trouve l'éthique, ce discours souvent assommant et bavard, ce discours prêchi-prêcha, ce discours prétexte. Si Sollers préfère consulter la loi à pleine Bible, on ne le contredira pas. Les libertins qui morosent vieillissent mal. Ceux qui vont au bout de leur lucidité, sans avoir peur de bousculer leurs contemporains et les idées reçues, ceux-là méritent attention.

Gérard LECLERC

Philippe Sollers - Femmes - Gallimard. Prix franco : 98 F.

Gabriel Matzneff - L'Archange aux pieds fourchus - La Table Ronde. Prix franco : 80 F.

travail au noir

Dans les années cinquantes André Bazin écrivait à propos des « Temps Modernes » : « Le mouvement créateur y procède de l'expression comique et le sens qu'il développe n'est d'abord que la parfaite mise en scène d'une situation. » (1). La démarche de Jerzy Skolimowski dans « Travail au Noir » est comparable à celle de Chaplin.

A l'inverse des derniers longs métrages polonais de Wajda, le scénario de « Travail au noir » ne nous conte pas les aventures rocambolesques d'un héros (héaut) du prolétariat face à de méchants apparatchiks, mais nous présente les problèmes auxquels sont confrontés quatre ouvriers polonais (un électricien et trois maçons) de passage à Londres où ils doivent rénover la résidence achetée clandestinement par leur patron. Avant leur départ ils ont été l'objet d'un choix méticuleux de la part de ce dernier : Nowak (l'électricien) a été retenu pour sa parfaite maîtrise de l'anglais et ses qualités de meneur d'hommes, les autres pour leur stupidité et leur ardeur au travail. Mais à peine installés les conflits pleuvent. D'une part entre Polonais et Anglais qui acceptent mal que des étrangers viennent travailler illégalement chez eux, et d'autre part au sein du petit groupe car, quelques jours seulement après leur arrivée, Nowak apprend le coup d'Etat de Jaruzelski et dissimule la vérité à ses compagnons. Dès lors il les accable de travail et finit par les séquestrer.

Il faut voir dans cette anecdote une métaphore de la situation polonaise. Des ouvriers manipulés que l'on fait travailler à l'élaboration du socialisme (la rénovation de la maison) et à qui l'on promet des jours meilleurs, mais en attendant ils perdent leur dignité, leurs libertés.

Le second problème essentiel soulevé par le film a trait à la communication ou plus exactement l'impossibilité dans laquelle se trouvent les principaux protagonistes de communiquer.

Impossibilité de communiquer entre cultures : « Je comprends leur langue mais eux je n'arrive pas à les comprendre » déclare en substance Nowak à propos de ses voisins anglais... Impossibilité de communiquer entre classes : Nowak ne parle à ses compatriotes que pour leur donner des ordres ou pour les engueuler. Il n'y a d'ailleurs quasiment pas de dialogues, il s'agit plus d'un film sonore que d'un film parlant (un peu comme chez Tati) c'est une voix-off (celle de Nowak) qui

raconte. C'est son point de vue qui est épousé.

Mais la langue n'est pas le seul « medium » qui ne parvient pas à remplir sa fonction de communication. Entre Londres et Varsovie le téléphone fonctionne bien (beaucoup mieux même qu'entre deux quartiers de Varsovie), seulement il y a des tables d'écoute alors on se parle à demi-mot. La télévision ne fonctionne qu'à moitié : soit on a le son, soit on a l'image, mais jamais les deux à la fois. Pour ce qui est des journaux, il faut les voler et les lire en cachette. Quant aux lettres, elles ne parviennent pas à leurs destinataires.

L'immense mérite de Skolimowski a été d'avoir su filmer ce manque.

Le dernier point sur lequel il faut insister concerne la nature du comique. Il s'agit d'un comique de situation qui trouve le plus souvent son origine dans un décalage entre ce qui devrait être et ce qui se passe réellement, et le rire qui en résulte est un rire généreux, libérateur, « un rire qui ne se moque de personne et qui, loin de supposer la haine du genre humain porte un grand amour, une grande pitié » (2). Ainsi, lorsque le spectateur rit à propos de certains aspects du mode de vie britannique - vus à travers la conscience qu'en a le personnage principal - c'est moins par dérision que par sympathie. C'est le comique de Chaplin ou de Tati.

Au « Cahiers du Cinéma » (3) Jerzy Skolimowski a déclaré : « Le sens de l'humour est une arme très forte. Quand on ne peut pas se servir de fusils, il faut au moins pouvoir rire de ses ennemis. Faire un drame et dire « Ah, on en est là on devrait tous mourir, tous pleurer », ce n'est pas bien je crois. C'est pourquoi j'ai opéré une sorte de renversement, de secousse et je me suis dit voilà, on en est là, mais on peut encore produire l'optimisme, il y a encore une chance ».

Patrice LE ROUE

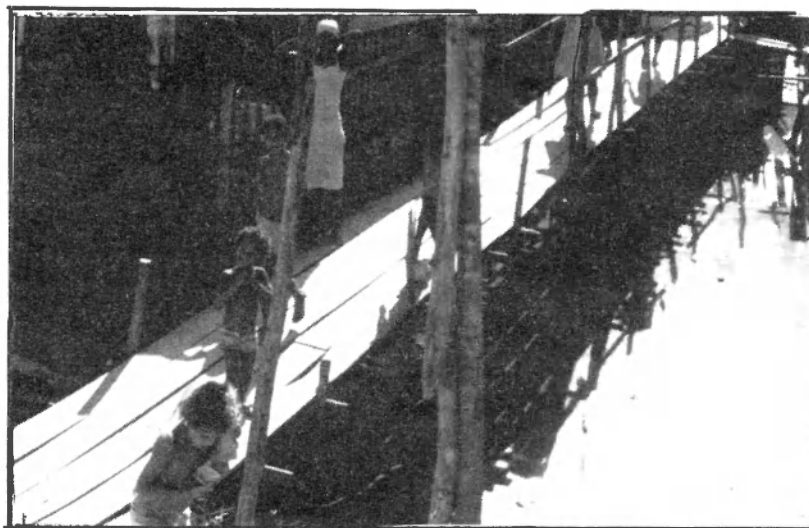
- (1) « Arts » du 13 octobre 1954.
(2) Guy Lardreau
(3) « Cahiers du cinéma », janvier 1982.

du carnaval

Comme toute fête véritable, le Carnaval brésilien a un sens profond, que le célèbre anthropologue Roberto Da Matta a tenté d'élucider dans un livre remarquable qui nous éclaire autant sur le Brésil que sur les sociétés modernes d'Occident.

Pour l'Européen, le Brésil évoque la frénésie nocturne de Rio et la misère des *favelas*. La réalité est évidemment plus complexe, qui fait apparaître une société encore traditionnelle, donc fondée sur des différences fortes, mais travaillée par la modernité. Le Carnaval est l'expression même de cette société, qui se révèle dans le bouleversement de ses hiérarchies habituelles. La rue n'est plus le lieu de l'efficacité mais l'espace de la danse, du déguisement, du jeu, où tout peut arriver. On y vit la nuit, et non plus le jour, dans la confusion des statuts sociaux, parfois dans l'inversion des rôles. Meilleurs danseurs, les pauvres sont les rois de la fête tandis que les riches et les puissants deviennent de simples spectateurs perdus dans la foule. Un moment, les hiérarchies sont bousculées, l'ordre social est subverti.

le symbole des « favelas »



Il suffit de regarder le Carnaval « à l'envers » pour voir apparaître une société dans laquelle les personnes refusent de devenir des individus, dans laquelle le lien social se fonde sur les différences alors que la loi, générale et impersonnelle, ne s'applique qu'à ceux qui sont dépourvus des relations et des protections qu'assure la hiérarchie sociale. La misère, la violence, la dictature, ne sont certes pas absentes de cette société qui semble si chaleureuse. Faut-il souhai-

ter qu'elle adhère à notre idéologie, qu'elle connaisse enfin la liberté individuelle et l'égalité ?

Nos schémas sont moins libérateurs qu'il n'y paraît : la modernité engendre la compétition entre les individus, la solitude, et cette nouvelle forme de violence qui naît de l'indifférence. L'égalitarisme implique la séparation, et l'exemple nord-américain montre que la mystique de l'égalité engendre le racisme, qui est une manière perverse de réinventer une différence, de fonder une nouvelle hiérarchie : « dans une société où les individus sont, aux termes de la loi, égaux, la couleur devient l'instrument d'une différenciation sociale » écrit Roberto Da Matta.

La faillite de la modernité doit-elle conduire à l'apologie des sociétés traditionnelles ? Pour nous, la question ne se pose plus : ce qui

a été détruit ne revivra pas. Du moins, l'observation des formes anciennes et modernes de sociabilité permet de comprendre que les sociétés reposent sur des paradoxes dont il faut tenir compte.

Yves LANDEVENEC

Roberto Da Matta - Carnavals, bandits et héros - (Seuil). Prix franco : 98 F.

Jean-Pierre Dupuy a donné une analyse très complète de ce livre dans *Ordres et désordres* (Seuil). Prix franco : 88 F.

pour les municipales

Nous remercions tous nos amis qui nous permettent de participer à cette campagne en acceptant de figurer sur nos listes. Une réunion d'information a eu lieu à leur intention le 28 février et tous sont invités pour le pot du 6 mars au soir dans les locaux du journal.

Nous remercions également tous ceux qui nous ont aidé pour les affichages et qui se sont dépensés sans compter. Un dernier coup de collier est à donner encore Jeudi 3 et Vendredi 4 (téléphonez-nous au 297.42.57. pour cela).

Enfin, pour le jour J (6 mars) nous avons encore besoin de nombreux délégués pour veiller à la

conformité des opérations dans les bureaux de vote (notamment veiller à ce que nos bulletins demeurent visibles sur les tables, ce qui n'a pas toujours été le cas lors de consultations précédentes...).

Surtout nous remercions chaleureusement tous ceux qui ont répondu sans attendre à la souscription que nous avons ouverte pour les municipales. Nous publions ci-contre une 2ème liste de donateurs.

Nous renouvelons aujourd'hui cet appel très pressant. La campagne engagée, notamment à Paris, se chiffre par des sommes très élevées : impression de près de 200.000 circulaires «profession de foi» et bulletins de vote, plus

de 20.000 affiches, etc. Vu l'urgence, nous avons dû engager ces dépenses sans attendre le résultat de la souscription... C'est à vous maintenant de jouer pour que la N.A.R. puisse faire face à ses engagements. Nous savons d'expérience que votre générosité n'a jamais fait défaut. Merci de ne pas nous décevoir !

Yvan AUMONT

Adresser vos dons à l'ordre de «Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris en précisant «pour les municipales».

2ème LISTE DE SOUSCRIPTION

I. Minoret 300 F - Mme Sandhal 40 F - Mlle Duba 30 F - A. Bergon 25 F - Mme Auboyneau 150 F - P. Barbe 60 F - P. Clavel : 160 F - M.S. 5 F - Mlle Lacour 100 F - N. Lucas 40 F - B. Mothon 50 F - Ano. Aude 20 F - H. Hocquet 20 F - Ano. Bruxelles 50 F - P. Delaroche 200 F - C. Ponset 50 F - Ch. Mory 500 F - A. Fincato 100 F - M. Girault 100 F - Ano. Ariège 20 F - J.C. Dumont 200 F - Ano. Grenoble 50 F - J.M. Tissier 100 F - J. Gonther 150 F - H. Houzet 70 F - A. Lazinier 350 F - MF Barrier 100 F - V. Clerjoux 100 F - JP Dupuy 100 F - B. Marchand 200 F - M. Bovani 100 F - JJ Machet 50 F - Ph. Labarrière 100 F - Ano. Caen 42 F - J. Banc 500 F - L. Pamelart 25 F.

Total de cette liste : 4257 F
Total précédent : 4609 F
Total général : 8866 F

AVIS A NOS CORRESPONDANTS

Dans cette période électorale, notre secrétariat bénévole est un peu débordé. Nous prions nos correspondants de nous excuser du retard apporté à répondre à leurs lettres et leurs commandes. Qu'ils ne s'impatientent pas trop, d'ici une quinzaine de jours la situation sera devenue plus normale. Merci

● ETUDIANTS/LYCÉENS ROYALISTES

Pour ceux de nos amis qui ne sont pas engagés directement dans la campagne des municipales le travail militant ne manque pas. La campagne contre la conscription commence en effet à prendre des proportions appréciables. Et tandis que les étudiants de Nanterre préparent la réunion avec le général Gallois, des militants de tous les points de province nous commandent de nombreuses affiches.

Nous avons d'ailleurs du faire un nouveau tirage de l'affiche «La conscription c'est dépassé». Elle a subi un certain nombre de modifications et d'améliorations par rapport à la première mouture.

Commande de 90 affiches «la conscription c'est dépassé» nouveau modèle, (format 50 cm/35cm, couleur : rouge/bleu) : 39 F (franco de port) à l'ordre de «Royaliste». Abonnement à «Royaliste-Université», tarif étudiants/Lycéens : 12 F pour 5 numéros - tarif normal : 30 F, à l'ordre de «Royaliste».

● PARIS - Mercredis de la NAR

Les «Mercredis de la NAR», série de conférences tenues régulièrement dans les locaux du journal - 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - vont continuer durant ce trimestre sur une lancée d'invités prestigieux. Le 23 mars notamment, nous attendons Jean-Marie Domenach, ancien directeur d'«Esprit».

2 mars : Gérard LECLERC, écrivain, journaliste à «Royaliste» et au «Quotidien de Paris» se demandera avec nous s'il y a une ou plusieurs idéologies républicaines ?

9 mars, Bernard BRIGOUTEIX, journaliste au quotidien «Le Monde», viendra nous parler des élections allemandes. On sait que celles-ci ont une importance capitale pour la sécurité de l'Europe.

communiqué

La Nouvelle Action Royaliste se félicite de la large union qui a été réalisée entre des tendances politiques diverses, (démocrates, écologistes, gaullistes, radicaux, royalistes, syndicalistes), mais toutes animées par le même souci d'une démocratie vivante et quotidienne. Cette union s'est concrétisée dans le collectif Paris Pour Tous qui présente des listes dans la plupart des arrondissements de Paris lors des prochaines élections municipales.

Dans le cadre de ce collectif la Nouvelle Action Royaliste mènera des listes composées de démocrates et de royalistes dans les 7ème, 8ème et 9ème arrondissements de Paris, et sera présente sur les listes des 1er, 6ème, 13ème et 17ème arrondissements.

Bertrand Renouvin, ancien candidat à la présidence de la République, directeur politique du bi-mensuel «Royaliste» fera personnellement campagne comme tête de liste dans le 9ème arrondissement.

Paris, le 24.2.83

la princesse murat

C'est avec une grande tristesse que les royalistes ont appris le décès de la princesse Murat, sœur aînée de Mgr le comte de Paris.

Les obsèques de la Princesse ont eu lieu en la chapelle royale de Dreux, en présence du chef de la Maison de France, de Madame la comtesse de Paris et de Madame la comtesse de Clermont.

Bertrand Renouvin a présenté les condoléances de la Nouvelle Action Royaliste à la Famille de France et à la famille Murat.

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (40 F), 6 mois (75 F), un an (130 F), de soutien (250 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

légitime défiance

C'est peut-être une naïveté, mais tant pis : comment admettre que cette campagne municipale, telle qu'elle conçue et menée par les appareils politiques, soit dans la « nature des choses » ? Obsédés par leurs désirs de puissance ou de revanche, aveuglés par leurs ambitions, les hommes de partis ne sont manifestement pas sensibles à l'étrangeté de cette campagne, au caractère choquant des tactiques et des stratégies qui leur semblent au contraire dans la norme démocratique.

Et pourtant ! Voici des villes qui deviennent de simples objets de marchandage entre les membres d'une même coalition ; des équipes partisans qui sont imposées non pour leurs qualités gestionnaires mais en fonction d'une répartition nationale concoctée par les états-majors parisiens, des maires qui sont sommés de se plier aux consignes de leur parti. Voici des villes réduites à l'état de tremplin pour carrière politique nationale, ou transformées en refuge pour ceux que la fortune a abandonné ou qui sentent le vent tourner. Tel ancien ministre cherche la mairie qui lui permettra d'attendre des jours meilleurs. Tel membre du gouvernement profite de son pouvoir pour s'installer dans une place forte, où il s'abritera en cas de malheur. Tel « présidentiable » cherche à s'emparer de la municipalité qui lui permettra de parfaire son image...

L'attachement à une cité, le souci de sa gestion, passe évidemment au second ou au dernier plan : qui est battu dans le nord cherchera à se tailler un fief dans le midi, qui aura perdu « sa » ville recevra un lot de consolation. Qu'importe l'endroit, pourvu qu'on ait du pouvoir. Il existe, bien sûr, des maires qui se sont voués au service exclusif de leur ville, des équipes municipales qui refusent de se plier à la loi des partis. Il n'en demeure pas moins que la politisation des élections municipales ne cesse de croître, et qu'il n'est pas possible de considérer ce phénomène comme un bienfait, de se soumettre à cette logique sans mot dire.

— Cette logique n'est pas nécessairement conforme à la démocratie, si on la définit comme l'exercice d'un pouvoir

par des citoyens libres. Le quasi-monopole de la vie politique exercé par les grands partis impose aux électeurs des choix limités, restreint le droit des citoyens sans appartenance partisane à prendre part à la gestion de leur cité. L'introduction de la proportionnelle ne change rien à cet état de fait, puisqu'il faut obtenir au moins 10% des voix pour figurer au second tour. Aussi seuls les grands partis bénéficient-ils de ce nouveau mode de scrutin : vainqueurs ou vaincus, les militants des appareils de droite et de gauche sont certains d'être présents dans les conseils municipaux.

— Cette logique n'est pas conforme à l'« efficacité » dont le monde moderne a



par
bertrand
renouvin

pourtant la religion. Le cumul des mandats, dont l'interdiction est toujours annoncée et jamais réalisée, fait que beaucoup d'élus ne peuvent se consacrer à des tâches trop nombreuses. Comment pourrait-il en être autrement quand le député ou le sénateur est en même temps le maire d'une grande ville, président du Conseil général et membre de la direction d'un grand parti ? Comment, dans cette confusion permanente des tâches, dans cette vie toujours écartelée entre Paris et la province, pourrait-il réellement se soucier de ceux qui l'ont élu ? Et cela est aussi vrai pour M. Chirac, maire de Paris, député de la Corrèze et Président du R.P.R., que pour M. De-

ferre, ministre de l'Intérieur et maire de Marseille. Mais que leur importe : ils confient la gestion à leur cabinet et à leurs bureaux et conservent du pouvoir.

— Cette logique risque de mettre en péril la stabilité des institutions, puisque la gauche avant 1981 et la droite aujourd'hui ont transformé les élections municipales en épreuve de force nationale, en premier ou en troisième tour des législatives ou des présidentielles, en test grandeur nature de la « légitimité » ou de « l'illégitimité » de l'Etat.

— Enfin, cette logique est contraire à la décentralisation. A quoi bon en effet étendre les pouvoirs locaux et en créer de nouveaux si ces pouvoirs sont colonisés par les représentants de partis centralisés, si les maires, les conseillers généraux et bientôt les membres des assemblées régionales sont obligés de se plier aux décisions des apparatchikis parisiens et contraints, par la pente habituelle de la logique politicienne, à inscrire leurs projets dans une stratégie nationale ?

Les effets pervers de la politisation à outrance expliquent peut-être les hésitations du corps électoral et le contraste entre l'agitation de la classe politique et le calme de l'opinion publique. Malgré la débauche d'affiches, malgré les polémiques, malgré le spectacle diffusé par les *media*, il y a incertitude quant à la nature du choix (s'agit-il de gestion ou de politique ?), et doute quant à l'utilité d'un nouvel affrontement entre la droite et la gauche. Les électeurs seront bien obligés de se prononcer sur l'alternative qui leur est imposée, mais la confusion est telle que la leçon du scrutin sera nécessairement ambiguë pour le pouvoir comme pour l'opposition.

Les royalistes de la NAR, quant à eux, ont choisi de se placer en dehors de la logique dénoncée plus haut. Qu'ils expriment leur refus de toutes les féodalités politiques, comme à Paris, qu'ils participent, selon leurs propres critères, à diverses listes en province, ils montrent une nouvelle fois leur volonté de témoigner pour une autre conception de la politique, et d'agir en faveur d'une nouvelle citoyenneté.

Bertrand RENOUVIN